ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS 31.531/4

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 31.531/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports, le 12 avril 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté ministériel "relatif à l'immatriculation de véhicules et de marques d'immatriculation commerciales", a donné le 13 juin 2001 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 12 april 2001 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer verzocht haar, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "betreffende de inschrijving van voertuigen en van commerciële kentekenplaten", heeft op 13 juni 2001 het volgende advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET

Intitulé

L'intitulé proposé peut être plus bref sans perdre en précision. Il est suggéré d'écrire :

"Arrêté ministériel relatif à l'immatriculation de véhicules" (1).

Préambule

1. Un alinéa sera consacré à l'arrêté ministériel du 30 août 1967 déterminant le modèle des marques et des certificats d'immatriculation ainsi que des attestations à produire pour obtenir l'immatriculation d'un véhicule automoteur, que le projet abroge.

2. A l'alinéa 4, il y a lieu d'écrire l'"inspecteur des finances".

(1) L'intitulé de l'arrêté ministériel du 30 août 1967 auquel le projet entend succéder ne contenait pas non plus d'allusion aux marques commerciales, alors que certaines de ses dispositions y étaient consacrées (Voir les chapitres II et V).

Dispositif

Article 1er

La délégation de pouvoirs visée à l'article 4, § 3 de l'arrêté royal en projet n'a pas de caractère réglementaire et ne sera dès lors pas examinée par la section de législation du Conseil d'Etat.

Article 2

1. En vue de se conformer au point II de l'annexe I de la directive 1999/37/CE du Conseil du 29 avril 1999 relative aux documents d'immatriculation, il y a lieu de remplacer, aux alinéas 2 et 3, les mots "dessin de fond" par les mots "graphisme de fond".

2. L'annexe I de la directive 1999/37/CE précitée, énonce les mentions que doit contenir un certificat d'immatriculation. Plusieurs de ces mentions ne sont cependant pas reprises dans le projet, notamment :

1° sur la première page, la mention "Certificat d'immatriculation" imprimée en gros caractères dans les langues de l'Etat membre et en petits caractères, après un espace approprié, dans les autres langues des Communautés européennes et la mention "Communauté européenne" imprimée dans les langues de l'Etat membre;

2° la mention du propriétaire du véhicule ou, à défaut, une mention précisant que le titulaire du certificat d'immatriculation :

a) est le propriétaire du véhicule;

b) n'est pas le propriétaire du véhicule;

c) n'est pas identifié par le certificat d'immatriculation comme propriétaire du véhicule;

3° la mention du type du véhicule;

4° la mention des données relatives à la masse du véhicule;

5° la mention du rapport puissance-poids en kW/kg uniquement pour les motocyclettes;

6° la mention du nombre de places assises et debout.

En outre, les données du certificat d'immatriculation doivent être précédées des codes communautaires correspondants, ce que ne fait pas le projet qui mentionne seulement, au point h, "des codes spécifiques, propres à la direction de l'immatriculation".

Selon le fonctionnaire délégué, le projet d'arrêté ministériel ne vise pas à transposer de manière complète la directive 1999/37/CE précitée, qui ne doit être transposée que pour le 1er juin 2004 au plus tard. La transposition définitive de la directive se fera lorsqu'aura été tranchée

définitivement la question si le certificat d'immatriculation doit avoir une ou deux parties.

L'arrêté ministériel qui sera adopté, devra dès lors être revu ultérieurement en vue de transposer complètement la directive 1999/37/CE précitée, dès que ce choix aura été fait. Il y a toutefois lieu d'attirer l'attention de l'auteur du projet sur ce que l'arrêté ministériel en projet devrait dès à présent transposer la directive en ce qui concerne les langues utilisées dans le certificat d'immatriculation pour ne pas encourir la critique de régler une matière, l'emploi des langues, qui relève de la compétence du seul législateur.

4. Par ailleurs certaines mentions prévues par la Convention sur la circulation routière et ses annexes, faites à Vienne le 8 novembre 1968 ne sont pas non plus reprises dans le projet d'arrêté, tel est le cas notamment de la masse maximale autorisée et de la masse à vide pour les véhicules destinés au transport de marchandises ainsi que des lettres a à h que doivent porter les huit indications obligatoires.

5. Il y a contradiction entre l'article 2, alinéa 4, 1°, d, et l'article 2, alinéa 4, 1°, e. En effet, le premier renvoie à l'article 7, 3°, de l'arrêté royal qui, lui-même, renvoie aux articles 8 et 9 qui précisent les données nominatives à mentionner lorsque le demandeur ou titulaire est une personne physique ou morale. Par contre,

le second renvoie directement à certaines dispositions seulement des articles 8 et 9 de l'arrêté royal.

Dès lors, à l'alinéa 2, 1°, d, il convient de supprimer la référence à l'article 7, 3°.

6. Au 2°, c, plutôt que de mentionner le "nom complet de la Belgique", mieux vaut écrire directement "Royaume de Belgique".

7. Au 2°, d, la mention du "titre du document" semble faire double emploi avec la mention "CERTIFICAT D'IMMATRICULATION D.I.V." prévue au 1°, a.

Selon le fonctionnaire délégué, la mention "CERTIFICAT D'IMMATRICULATION" doit effectivement figurer au verso du document. Mieux vaut dès lors écrire directement au point d, "la mention "CERTIFICAT D'IMMATRICULATION D.I.V."".

Par ailleurs, mieux vaut faire du point d, le point a.

8. Au paragraphe 2, il y a lieu d'écrire :

"Le certificat d'immatriculation délivré lors d'une immatriculation "essai" ou "marchand" a les mêmes caractéristiques que le certificat d'immatriculation mentionné au paragraphe 1er. Il contient les mentions suivantes :

(énumérer les mentions sans faire de distinction entre un 1° et un 2°)".

Article 4

Le paragraphe 3 mentionne les véhicules visés à l'article 2, § 1er, 7°, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

Or, l'article 2, § 1er, ne comprend pas de 7°. Il convient, en réalité, de viser l'article 2, § 2, 7°.

Chapitre III : Marques d'immatriculation pour véhicules automobiles et remorques

Section III - Marques d'immatriculation temporaires

1. Cette section fait la distinction entre les marques d'immatriculation temporaires de courte durée et les marques d'immatriculations temporaires de longue durée.

Pour faciliter la compréhension du projet d'arrêté ministériel, il est suggéré d'écrire :

1° à l'article 5 :

"Les marques d'immatriculation temporaires de courte durée "transit" ou "provisoire" visées à l'article 20, § 1er, 3°, de l'arrêté royal du (...) relatif à l'immatriculation des véhicules, (...)";

2° à l'article 6 :

"La marque d'immatriculation temporaire de longue durée appelée "marque d'immatriculation internationale visée à l'article 20, § 1er, 4°, de l'arrêté royal du (...) relatif à l'immatriculation des véhicules (...)".

2. Dans l'intitulé de la sous-section 3 et à l'article 9, alinéa 1er, il y a lieu d'écrire "EUROCONTROL" et non "EURO".

Article 10

Au paragraphe 2, il y a lieu de remplacer les mots "petite impression" par les mots "petits caractères".

Article 16

La section de législation n'aperçoit pas pour quelle raison la reproduction des marques d'immatriculation ordinaires et temporaires des véhicules automobiles ne pour-

rait pas être faite avec les dimensions, la forme, et le graphisme des marques d'immatriculation commerciales.

Article 18

Mieux vaut écrire que l'arrêté entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur complète de l'arrêté royal relatif à l'immatriculation des véhicules.

OBSERVATIONS FINALES

1. Il y a lieu d'ajouter les mots "§ 1er" au début de l'article 2.

2. Au chapitre III, section IV, les sous-sections 1, 2 et 3 sont inutiles, il y a donc lieu de les supprimer.

3. Il n'est pas d'usage de donner un intitulé aux articles d'un texte. Il convient donc de le supprimer aux articles 17 et 18.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

Opschrift

Het voorgestelde opschrift kan korter worden gesteld zonder aan precisie in te boeten. Er wordt voorgesteld te schrijven :

"Ministerieel besluit betreffende de inschrijving van voertuigen" (1).

Aanhef

1. Er behoort in een lid te worden verwezen naar het ministerieel besluit van 30 augustus 1967 waarbij het model van de nummerplaten en inschrijvingsbewijzen alsmede van de voor te leggen attesten om de inschrijving van een voertuig met eigen beweegkracht te bekomen wordt bepaald, dat door het ontwerp wordt opgeheven.

2. In het vierde lid behoort te worden geschreven "inspecteur van financiën".

---

(1) In het opschrift van het ministerieel besluit van 30 augustus 1967, welk besluit door het onderhavige besluit wordt vervangen, werd ook niet verwezen naar commerciële kentekenplaten, terwijl een aantal bepalingen ervan er wel aan waren gewijd (zie de hoofdstukken II en V).

Dispositief

Artikel 1

De overdracht van bevoegdheid bedoeld in artikel 4, § 3, van het ontworpen koninklijk besluit is niet van verordenende aard en zal derhalve niet worden onderzocht door de afdeling wetgeving van de Raad van State.

Artikel 2

1. Ter wille van de overeenstemming met punt II van bijlage I van richtlijn 1999/37/EG van de Raad van 29 april 1999 inzake de kentekenbewijzen van motorvoertuigen behoren in het tweede en het derde lid van de Franse tekst de woorden "dessin de fond" vervangen te worden door de woorden "graphisme de fond".

2. Bijlage I van de voornoemde richtlijn 1999/37/EG geeft de vermeldingen weer die op een kentekenbewijs moeten voorkomen. Verschillende vermeldingen komen evenwel niet ter sprake in het ontwerp, inzonderheid :

1° op de eerste bladzijde de vermelding "Kentekenbewijs" in grote letters afgedrukt in de talen van de Lidstaat en in kleine letters, na een passende tussenruimte, in de andere talen van de Europese Gemeenschappen en de vermelding "Europese Gemeenschap" in de talen van de Lidstaat;

2° de vermelding van de eigenaar van het voertuig of, bij ontstentenis daarvan, een vermelding dat de tenaamgestelde van het kentekenbewijs :

a) de eigenaar van het voertuig is;

b) niet de eigenaar van het voertuig is;

c) door middel van het kentekenbewijs niet wordt geïdentificeerd als de eigenaar van het voertuig;

3° de vermelding van het type voertuig;

4° de vermelding van de gegevens betreffende de massa van het voertuig;

5° de vermelding van de verhouding vermogen/massa in kW/kg uitsluitend voor motorfietsen;

6° de vermelding van het aantal zit- en staanplaatsen.

De gegevens van het kentekenbewijs moeten bovendien worden voorafgegaan door de bijbehorende communautaire codes, hetgeen in het ontwerp niet wordt gedaan, waarin onder punt h alleen "specifieke codes, eigen aan de directie van de inschrijvingen" wordt vermeld.

Volgens de gemachtigde ambtenaar strekt het ontwerp van ministerieel besluit er niet toe de voornoemde richtlijn 1999/37/EG volledig om te zetten, welke richtlijn uiterlijk op 1 juni 2004 moet worden omgezet. De richtlijn

zal pas definitief worden omgezet als er een definitief antwoord is op de vraag of het kentekenbewijs een of twee gedeelten moet omvatten.

Het ministerieel besluit dat zal worden goedgekeurd, zal derhalve later moeten worden herzien met het oog op de volledige omzetting van de voornoemde richtlijn 1999/37/EG, zodra die keuze zal zijn gemaakt. De aandacht van de steller van het ontwerp behoort evenwel gevestigd te worden op het feit dat het ontworpen ministerieel besluit nu reeds de richtlijn behoort om te zetten wat betreft het gebruik van de talen in het kentekenbewijs om niet de kritiek te horen te krijgen dat hij een aangelegenheid regelt, namelijk het gebruik der talen, die uitsluitend tot de bevoegdheid van de wetgever behoort.

4. Een aantal vermeldingen waarin voorzien wordt door het Verdrag inzake het wegverkeer en zijn bijlagen, opgemaakt te Wenen op 8 november 1968 wordt overigens ook niet overgenomen in het ontwerpbesluit. Dat is inzonderheid het geval wat betreft de maximale toegelaten massa en de massa in onbeladen toestand voor de voertuigen bestemd voor goederenvervoer, alsmede wat betreft de letters a tot h, die overeenstemmen met de acht verplichte vermeldingen.

5. Er is tegenspraak tussen artikel 2, vierde lid, 1°, d, en artikel 2, vierde lid, 1°, e. Het eerste verwijst immers naar artikel 7, 3°, van het koninklijk besluit, dat op zijn beurt verwijst naar de artikelen 8 en 9, waarin de

persoonsgegevens worden bepaald die moeten worden vermeld wanneer de aanvrager of de tenaamgestelde een natuurlijke persoon of rechtspersoon is. Het tweede, daarentegen, verwijst rechtstreeks alleen naar een aantal bepalingen van de artikelen 8 en 9 van het koninklijk besluit.

In het tweede lid, 1°, d, behoort derhalve de verwijzing naar artikel 7, 3°, te vervallen.

6. In onderdeel 2°, c, schrijve men zonder meer de vermelding "Koninkrijk België" in de plaats van de vermelding "de volledige naam die België aanduidt".

7. In onderdeel 2°, d, lijkt de vermelding "titel van het document" een doublure te vormen van de vermelding "INSCHRIJVINGSBEWIJS D.I.V." of "KENTEKENBEWIJS D.I.V." bepaald in onderdeel 1°, a.

Volgens de gemachtigde ambtenaar moet de vermelding "INSCHRIJVINGSBEWIJS" of "KENTEKENBEWIJS" inderdaad voorkomen aan de keerzijde van het document. Men schrijve derhalve zonder meer in punt d "de vermelding "INSCHRIJVINGSBEWIJS D.I.V." of "KENTEKENBEWIJS D.I.V."".

Overigens zou van punt d beter het punt a gemaakt worden.

8. In paragraaf 2 schrijve men :

"Het kentekenbewijs dat wordt afgegeven bij een inschrijving "proefritten" of "handelaar", heeft dezelfde kenmerken als het kentekenbewijs vermeld in paragraaf 1. Het bevat de volgende vermeldingen : (de vermeldingen opsommen zonder een onderscheid te maken tussen een onderdeel 1° en een onderdeel 2°)".

Artikel 4

Paragraaf 3 vermeldt de voertuigen bedoeld in artikel 2, § 1, 7°, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen.

Welnu, artikel 2, § 1, bevat geen onderdeel 7°. Er behoort in feite te worden verwezen naar artikel 2, § 2, 7°.

Hoofdstuk III: Kentekenplaten voor auto's en aanhangwagens

Afdeling III - Tijdelijke kentekenplaten

1. Deze afdeling maakt een onderscheid tussen de tijdelijke kentekenplaten van korte duur en de tijdelijke kentekenplaten van lange duur.

Ten einde het begrip van het ontwerp van ministerieel besluit te vergemakkelijken, wordt voorgesteld te schrijven :

1° in artikel 5 :

"De tijdelijke "transit-kentekenplaten" of "voorlopige kentekenplaten" van korte duur bedoeld in artikel 20, § 1, 3°, van het koninklijk besluit van (...) betreffende de inschrijving van voertuigen, (...)";

2° in artikel 6 :

"De tijdelijke kentekenplaat van lange duur, "internationale kentekenplaat" genoemd, die bedoeld wordt in artikel 20, § 1, 4°, van het koninklijk besluit van (...) betreffende de inschrijving van voertuigen (...)".

2. In het opschrift van onderafdeling 3 en in artikel 9, eerste lid, behoort "EUROCONTROL" te worden geschreven in de plaats van "EURO".

Artikel 10

In de Franse tekst van paragraaf 2 behoren de woorden "petite impression" vervangen te worden door de woorden "petits caractères".

Artikel 16

De afdeling wetgeving begrijpt niet waarom de gewone en tijdelijke kentekenplaten voor auto's gereproduceerd kunnen worden met dezelfde afmetingen, in dezelfde vorm en volgens dezelfde grafische technieken als de commerciële kentekenplaten.

Artikel 18

Men schrijve beter dat het besluit in werking treedt de dag van de volledige inwerkingtreding van het koninklijk besluit betreffende de inschrijving van voertuigen.

SLOTOPMERKINGEN

1. Aan het begin van artikel 2 behoren de woorden "§ 1" te worden toegevoegd.

2. In hoofdstuk III, afdeling IV, zijn de onderafdelingen 1, 2 en 3 nutteloos. Ze dienen dan ook te vervallen.

3. Het is niet de gewoonte dat aan de artikelen van een tekst een opschrift wordt gegeven. Deze behoren derhalve te worden weggelaten in de artikelen 17 en 18.

La chambre était composée de

Messieurs R. ANDERSEN, président du Conseil d'Etat,
de Heren voorzitter van de Raad van State,

P. LIENARDY, conseillers d'Etat,
P. VANDERNOOT, staatsraden,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,
J.-M. FAVRESSE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame C. GIGOT, greffier,
Mevrouw griffier.

De kamer was samengesteld uit

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme V. FRANCK, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. V. FRANCK, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT R. ANDERSEN